

Michel Deschamps
Secrétaire Général

MD/NO/98.99/675

Paris, le 9 mars 1999

I 681 - TR HSES

cette tribune
n'est pas payée
dans le monde

MONIQUE VUAILLAT → Secrétaire
DANIEL LE BRET
BERNARD PABOT

Fédération
Syndicale
Unitaire

INSEIGNEMENT

Cher-e-s Camarades,

La captation du débat éducatif autour de la seule question "Allègre", la politisation de ce débat, la difficulté croissante que nous rencontrons à être compris dans l'opinion me renforcent dans la conviction que la FSU doit s'exprimer. C'est d'ailleurs ce que me disent tous les camarades à l'occasion de mes divers déplacements.

EDUCATION

Le « Monde » est prêt à me prendre un papier de fond.

J'ai rédigé pendant le week-end un 1^{er} projet ci-joint sur lequel j'aimerais avoir votre avis, si possible dans la journée.

Bien amicalement.

RECHERCHE

Michel Deschamps
Secrétaire Général

M. Deschamps

CULTURE

3/5 rue de Merz
75010 Paris

Tél : 01 44 79 90 30
Fax : 01 48 01 02 52

LETTER OUVERTE : POUR VRAIMENT CHANGER L'ECOLE

Qui peut croire q'un vote au CSE ait jamais suffi à clore un débat ?

Le Ministre de l'Education Nationale a donné l'impression, à l'issue du CSE du 4 mars traitant des lycées, dans ses premiers commentaires de ne pas considérer, pour autant que, la partie était réglée et le débat clos. En vérité, s'il s'écartait de cette ligne de conduite, il commettait une erreur de jugement sans doute plus grave que toutes celles commises depuis dix-huit mois. Rien n'est effectivement clos. Rien n'est réglé.

Depuis des mois, une stratégie, ni maîtrisée ni sans doute délibérée, a transformé le débat sur les évolutions indispensables de notre système éducatif en une empoignade confuse, occultant aussi bien la nécessité de la réforme que ses enjeux, ses contenus et ses chemins.

Depuis des mois, cette stratégie cherche, de façon irresponsable mais non sans succès, à dresser les uns contre les autres les acteurs et les partenaires de l'Ecole : Eleves - Parents - Enseignants.

Depuis des mois, l'Opinion est sommée de prendre partie dans une querelle présentée comme l'affrontement entre les "tenants de la réforme" et les "conservateurs, corporatistes et bornés" ; elle hésite pourtant - les sondages le montrent - à faire porter à l'une ou l'autre partie la responsabilité de ce qui leur apparaît de plus en plus comme un insupportable gâchis.

Depuis des mois, les enseignants ont l'impression d'être pilonné, attaqué, transformé en boucs émissaires.

Alors qu'ils ressentent leur métier comme de plus en plus difficile, de plus en plus au front des cassures de notre Société...ils ont eu le sentiment d'être trahis par celui-là même qui avait pour rôle de les défendre.

Ils en éprouvent une colère à vif et un ressentiment profond. Si à vif et si profond que c'est une illusion de croire que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. Elles ne s'arrangeront que lorsque le

Gouvernement, tout entier, saura trouver les mots vrais et les gestes justes.

Aucune profession n'est exempte de critiques, les enseignants pas plus qu'une autre.

Mais, au moins autant qu'aucune autre, elle a droit au respect.

Le temps presse.

Le temps presse parce que cette colère, légitime, ne peut déboucher en l'état ni sur une sortie de crise ni sur une alternative réelle. Ceux qui tablent sur son essoufflement ont tort. Il déboucherait sur une rancœur, sur une démobilisation professionnelle, sur un repli plus graves encore.

Le temps presse parce que le blocage actuel obscurcit la volonté de transformation de l'Ecole que portent, pourtant de façon nettement majoritaire, les enseignants.

Le temps presse parce que, faute d'être entendue, certains tentent déjà de capitaliser cette colère à d'autres fins.

La récupération politicienne abandonnant le terrain strictement professionnel, invite les enseignants à exiger "la démission d'Allègre", à utiliser "l'arme du bulletin de vote", sans évidemment préciser les contenus de cette autre politique, les contours de cette autre majorité et la composition de ce nouveau gouvernement !

La récupération conservatrice se situe, elle, résolument, au cœur du milieu professionnel, de ses réactions et de ses difficultés. Elle peut ainsi tenter d'utiliser avec habileté la lassitude engendrée chez les enseignants par la succession des consultations, de tables rondes, des réformes, des directives ministérielles – qui peut encore les dénombrer ? – pour mettre en doute la nécessité même de toute réforme du système éducatif.

C'est au nom de la "générosité" et non plus de la justice sociale qu'elle entend traiter de la démocratisation du système éducatif, impuissante à proposer comme "modèle" autre chose que les formes d'excellence cultivées dans certains quartiers favorisés !

Elle récupère la juste revendication "des moyens", pour en faire non pas la conséquence obligée des choix éducatifs nouveaux mais l'a priori de toute évolution.

Tout devrait opposer cette démarche à visée politique des uns et le conservatisme satisfait des autres. Ils convergent. Dans le climat

passionnel actuel, il est difficile d'être totalement entendu. Pourtant il est nécessaire que chacun s'exprime.

Et je sais que tous ceux qui adhèrent, un moment, à telle ou telle démarche le font, pour la plupart, avec le souci d'exprimer d'abord leur colère sans se soucier d'autres considérations, sans renoncer à leur volonté de progrès dans l'Ecole.

Les conditions objectives de l'exercice du métier d'enseignant, les effets de l'aggravation de la crise sur les jeunes et la Société, les moyens toujours trop chichement comptés...font, peu à peu, douter du grand projet progressiste de l'Ecole de la réussite pour tous. Le juste souci de "ne pas tricher" avec la démocratisation de ne pas "faire semblant", lorsque le niveau des élèves n'est à l'évidence pas celui requis aux différentes étapes de la scolarité...tout cela concourt, faute d'alternatives éducatives crédibles, à renforcer la tentation du retour à des pratiques de sélection, d'orientation ségrégatives et de malthusianisme. La remise en cause même "prudemment" du collège unique va dans ce sens mais ce n'est pas le seul exemple.

Réaction minoritaire ? Certes, mais de moins en moins. Et c'est pourquoi les récupérations politiciennes et conservatrices sont dangereuses. Elle se nourrit de la souffrance, des interrogations et des doutes de toute une profession.

C'est la responsabilité des organisations et des responsables syndicaux, en conscience de dire cela. Je le dis. C'est leur responsabilité de faire émerger les propositions de tous ceux qui veulent que change l'école. Je le fais, avec d'autant plus de convictions que ces orientations sont celles que se sont démocratiquement données la FSU et la totalité de ses Syndicats nationaux. Mais qui nous a conduit-là ? Avec quelle "méthode" ? A la suite de quelles déclarations et de quelles provocations ? En mettant en oeuvre quelles mesures ?....

Le Gouvernement pourtant se tait.

L'Ecole se débat et le Gouvernement se tait !

Comment le comprendre ? Comment l'accepter ?

IV

Si "la méthode Jospin" a un sens n'est-ce pas, aujourd'hui, à l'Ecole qu'elle doit s'appliquer ?

C'est pourquoi, Secrétaire général de la première fédération enseignante française, je demande au Premier Ministre d'ouvrir

une réflexion nationale sur les conditions de l'instruction, de l'éducation, de la formation et de l'insertion des jeunes de notre pays.

Je lui demande d'ouvrir une négociation globale qui, sans se substituer à la responsabilité de chacun, sans remettre en cause ce qui est acquis, réoriente la discussion, lui donne des lignes directrices, garantisse qu'elles seront tenues avec constance, recrée les conditions du débat serein, légitime les choix d'investissement et leur programmation.

Seule une telle négociation peut recentrer le débat national sur les enjeux fondamentaux de notre système éducatif.

Seule la réflexion sur ces enjeux peut éléver le débat et ainsi concerner les citoyens, les impliquer, leur permettre de juger.

Nous en sommes loin.

Depuis des mois, la politique suivie a occulté ces enjeux. Une sorte d'activisme gestionnaire, sans professionnalité et sans horizon, a cherché à faire croire que les problèmes de l'Ecole étaient d'abord dans ses dysfonctionnements : ceux de l'Administration centrale (= "le mammouth" !), ceux du remplacement des enseignants (= "l'absentéisme"), ceux de la gestion du personnel (= "la déconcentration"). Lorsque certaine de ces questions effectivement se posaient, elles ont été abordées de la façon que l'on sait: en en faisant les pièces du procès intenté aux enseignants, en ne les rapportant pas aux enjeux fondamentaux. C'était le plus sûr moyen de ne pas les régler à l'interne et de leur enlever, à l'externe, toute lisibilité sociale réelle. Cette dérive "gestionnaire" n'est pas nouvelle. Depuis des décennies, tout semble avoir été fait pour compliquer à loisir le fonctionnement du système éducatif. On a construit ainsi une sorte de gigantesque "mécano éducatif" dans lequel, seuls semblent à l'aise les experts de l'Administration, les journalistes spécialisés, les responsables syndicaux.

C'est ainsi qu'on écarte les citoyens. Or l'Ecole de la République a besoin d'être claire. Les enjeux doivent être compris, ses options et ses choix partagés.

Et c'est là le premier objectif de la négociation globale que je demande : en revenir aux enjeux éducatifs fondamentaux, escamotés depuis beaucoup plus longtemps, il est vrai, que les dix-huit derniers mois.

Le premier de ces enjeux est un enjeu de CULTURE. Comment comprendre que s'engagent, à la fois, des réflexions sur l'Ecole, sur le collège et le lycée du XXIème siècle, sur l'enseignement professionnel, sur l'Université du troisième millénaire.. sans qu'à aucun moment on pose clairement, devant le pays la question des savoirs, de leurs champs et de leurs contenus ? Comment expliquer que cette question fondamentale (= "l'Ecole doit, d'abord, être jugée sur ce qu'elle enseigne) disparaîsse presque totalement de l'imaginaire, de la problématique, du débat éducatifs ? Comment accepter que lorsqu'elle est enfin abordée, elle ne le soit que sous l'angle, caricatural, de "l'allègement", du "survival kit" et du "savoir minimum" ? Ou qu'elle le soit sous l'angle, non moins dévastateur, de l'adoration béate des nouvelles technologies, de l'inter nautique et de l'ingénierie ?

Les parents et les jeunes posent la question des programmes de façon moins démagogique. Ce n'est pas tant leur lourdeur qu'ils mettent en cause que "leur inadaptation" au monde contemporain et c'est bien là qu'est le vrai débat de Société.

Au fond, tout se passe comme si nous pensions collectivement que nos enfants affronterons plus efficacement l'avenir en les allégeant d'une part de notre passé, de notre patrimoine culturel, de notre héritage commun de valeur.

Tout se passe comme si nous nous étions laissés persuader que les évolutions technologiques, les nouveaux comportements sociaux au travail, la connaissance mondialisée....exigeait de lâcher du lest, en matière de savoirs, de traditions et de valeurs. Nous courons ainsi le risque de perdre sur les deux tableaux : à la fois empêtrés dans nos "humanités" et incapables d'intégrer les réalités nouvelles dans une conception forte de la culture.

La place chichement faite depuis toujours, dans l'Ecole, aux disciplines artistiques et sportives ...la façon dont nous ajoutons sans vraiment les intégrer les préoccupations en matière de droit, d'organisation de la société, de civisme ... La greffe artificielle, de nouvelles technologies et de l'informatique...l'incapacité à reconnaître les filières technologiques et professionnelles comme porteuse de culture.... Tout cela confirme, me semble-t-il le diagnostic.

Nous ne pouvons pas renvoyer de telles questions à des comités de programmes et à leurs débats d'experts. Ils doivent au contraire contribuer à rendre le débat à la négociation publique. Elle seule peut légitimer ce que l'Ecole, au nom de la Nation,

enseigne. Sans cette légitimation, les pratiques enseignantes les plus exigeantes seront balayées par la propension à ne plus rendre compte, dans les savoirs enseignés que leur valeur d'usage, à ne voir en eux que matières à épreuves scolaires formelles, uniquement justifiées par les exigences de la réussite sociale.

Une course de vitesse est engagée entre l'utilitarisme, le consumérisme, la concurrence individualiste...et la culture scolaire.

C'est pourquoi une vraie réforme de l'Ecole ne peut pas escamoter ces questions ou les sous-traiter à des experts.

C'est pourquoi la négociation globale doit inscrire l'enjeu de culture au premier rang de ses objectifs. Ce n'est pas le lieu ici de rappeler les propositions syndicales dans ce domaine. Elles existent et pourraient apporter de premières réponses positives. Mais cela ne suffira pas. Cette course contre l'utilitarisme, l'Ecole ne la gagnera pas seule.

C'est pourquoi il faut que la négociation globale puisse aussi s'enrichir de la réflexion et des contributions des artistes, des intellectuels, des chercheurs et de tous ceux qui, dans ce pays, par-delà tout élitisme, produisent des savoirs et approfondissent notre culture.

Le deuxième enjeu est celui de la justice sociale. Certes, et à la différence du premier, il a été moins absent de la réflexion. Le soutien, l'aide individualisée, les travaux personnels encadrés, l'évolution de la fonction enseignante constituent des points forts des réformes proposées. Ils posent certes de vraies questions de cadrage, de modalités de mise en œuvre, de financement....

Mais ils vont dans le bon sens. Ils ne vont pourtant pas assez loin. Ils ne s'attaquent pas à l'ensemble des facteurs de l'inégalité devant l'Ecole, d'échecs scolaires lourds, d'exclusions sociales. Ils risquent de donner l'illusion que l'Ecole pourrait être "son propre recours", sans lui donner véritablement les moyens. Ils préparent ainsi des désillusions lourdes.

L'enjeu de la justice sociale dans l'Ecole implique que les enseignants soient totalement préparés, formés, armés pour cette tâche. La négociation ne peut pas considérer l'élévation de la qualification enseignante, la formation initiale et continue des maîtres comme de simples moyens d'accompagnement de la

réforme. Ils en sont la condition et doivent donc en être un de ses objectifs prioritaires.

Le "pédagogisme", la priorité donnée au "relationnel", les pressions pour transformer les professeurs en "animateurs" ont fait beaucoup de mal. Ils l'ont fait non pas seulement en minorant le rôle et le statut des savoirs mais aussi en discréditant, pour longtemps, aux yeux de beaucoup d'enseignants, l'apport de la pédagogie, de la recherche et de l'innovation pédagogiques. Leur développement, leur aptitude à traiter des questions réelles du métier, leur appropriation par les enseignants devraient être ainsi un des chantiers de toute réforme. Il ne l'est toujours pas. Pas plus que ne l'est réellement, au-delà des discours, la volonté de favoriser l'existence et le travail de véritables équipes éducatives. L'Ecole ne sera pas son propre recours tant qu'elle ne pourra pas bénéficier de l'apport d'une diversité de compétences professionnelles. Psychologues, infirmières, assistantes sociales, éducateurs, personnels d'accueil... Il faut qu'une réflexion sur l'Ecole du troisième millénaire soit bien désincarnée pour ainsi faire l'impassé sur ces acteurs clefs de la réussite de tous !

Mais la reconnaissance et l'élévation de la qualification enseignante, le développement de la pédagogie, la mise en place d'équipes éducatives performantes ne pourront rien si ne sont pas questionnées en même temps des pratiques sociales qui concourent à la ségrégation.

La réforme de l'Ecole peut-elle rester muette sur le recul et le refus de la mixité sociale, sur la multiplication des dérogations à la carte scolaire, avec l'inscription aggravée de l'inégalité scolaire dans les territoires, sur "la banlieurisation" croissante d'une partie de notre système éducatif ?

L'Ecole peut-elle se désintéresser de l'insertion des jeunes qu'elle forme, d'une politique de l'emploi qui permettrait de faire toute sa place à la jeunesse et aux qualifications nouvelles qu'elle porte ? Que se passe-t-il quand "le niveau monte" et que "l'ascenseur social" s'est arrêté ?

Où sont ces questions ? Sont-elles véritablement traitées et pourquoi ne le sont-elles pas ?

Sommes-nous vraiment prêts à courir le risque de la réussite de tous ? Comment se fait-il que le discours public soit à ce point encombré des déclarations convenues sur "le pari de l'intelligence", "l'égalité des chances", "les discriminations (forcément) positives"...et que ce bel unanisme achoppe toujours

sur le mur des réalités. Si nous avions une réelle unanimité sur l'objectif de justice sociale, ne saurions-nous pas répondre collectivement à la lancinante question des moyens. La volonté très majoritaire de l'opinion (pas seulement des parents d'élèves), attestée par tous les sondages de priorité budgétaire aux dépenses de formation, de création de postes d'enseignants, de réduction des effectifs d'élèves par classe...ne trouveraient-elles pas des réponses plus nettes. Verrait-on encore l'Ecole sommée de répondre, à moyens constants et, en tous cas, à emplois publics gelés aux exigences et aux conditions sociales d'aujourd'hui. Pour le moins ne verrait-on pas la question abandonnée, souvent avec quelques ricanements, en particulier émanant de ceux dont les enfants réussissent à l'Ecole à la seule revendication syndicale. L'effort de la Nation pour son Ecole reviendrait au cœur du débat public. Elle ne saurait plus évacuée de la négociation de la réforme. Elle mobiliserait, à nouveau, des forces sociales larges. C'est pourquoi la contribution du monde du travail, des confédérations syndicales, des associations sociales...est indispensable à la négociation que je demande.

Avec l'enjeu culturel et l'enjeu de justice sociale, la négociation doit prendre en compte l'enjeu de démocratie. Qui décide ?

Nos sociétés ont été conduites à déléguer à une institution, l'Ecole le soin de l'instruction de la Jeunesse. Evolution historique évidemment inévitable. Mais ne sommes-nous pas allés trop loin ? N'avons-nous pas "tout" délégué ? Non seulement l'instruction des jeunes, mais aussi la quasi-totalité de l'éducation, ainsi que, presque entièrement, la transmission des savoirs faire et des techniques ? Ne l'avons-nous fait sans mettre en place des mécanismes permettant aux familles ou au monde du travail de s'impliquer efficacement ? N'avons-nous pas trop délégué en nous en remettant totalement à l'institution et à ses acteurs directs....quitte à nous comporter ensuite (de plus en plus ?) en simple conservateur ?

Le consommateur se révèle plutôt satisfait d'ailleurs si on en croit les sondages successifs sur l'opinion des familles et des jeunes. Mais l'Ecole de la République ne peut pas vivre seulement de la satisfaction de "ses consommateurs". Elle a besoin de la vigilance et de l'implication critique des citoyens.

Le face à face Ministre-Syndicats médiatisé, instrumentalisé, ne peut suppléer cette nécessité de démocratie. Il est, en effet,

réducteur, forcément réducteur. Il ne peut, seul, porter une véritable transformation positive de l'Ecole. C'est une vérité d'expérience confirmée aussi bien lorsque le face à face se fait consensuel, version Bayrou que lorsqu'il se fait conflictuel, version Allègre.

Le syndicaliste que je suis souhaite que les organisations syndicales jouent plus grand. Il n'y a pas de crainte à avoir, nous sommes bien loin de " la cogestion ", agitée en France, comme une menace.

Mais ce qui nous réclamons pour nous, nous ne le réclamons pas que pour nous.

Nous pensons que sur des questions aussi décisives que le devenir de l'Ecole, de la formation de la jeunesse, de la construction des qualifications...les modalités de consultation, les procédures de négociations, les processus de prises de décisions doivent être résolument élargis et approfondis.

Les propositions actuelles n'ignoront pas totalement l'exigence de démocratie ; mais elle le limitent à une meilleure prise en compte de la réalité lycéenne. C'est nécessaire mais partiel. La négociation doit débattre des propositions concrètes permettant aux acteurs, aux partenaires du système éducatif, (à commencer par les 2 grandes fédérations des parents d'élèves, la FCPE et la PEEP), aux secteurs périscolaires, au monde du travail, aux élus d'être véritablement entendus.

Cela passe aussi par une mise à plat de toutes les instances de concertation qui, du Conseil Supérieur de l'Education aux Conseils d'Etablissements, sont trop souvent enfermés dans le formalisme.

Culture, Justice sociale, démocratie, voilà les axes que nous proposons pour la négociation globale que nous demandons.

Compte Tenu de discussions, nous pensons que la négociation devrait être présidée par le Premier Ministre et impliquer non seulement le Ministre de l'Education nationale et la Ministre déléguée mais aussi l'ensemble des ministères à vocation éducative : Jeunesse et Sports - Enseignement Agricole - Protection Judiciaire de la Jeunesse ainsi que la Formation Professionnelle, l'Emploi, les Finances.

A cette négociation doivent pourvoir participer l'ensemble des organisations représentatives.

Pour sa part, la FSU est prête. Elle a des propositions dont beaucoup n'ont pas pu même être étudiées jusqu'ici. Toutes vont, nous semble-t-il, dans le sens d'une transformation positive de l'Ecole. Elles sont le fruit de l'expérience des enseignants, des personnels et de l'orientation de l'ensemble de leurs syndicats.

La semaine qui vient va être marquée par de nouvelles interventions des personnels de l'éducation : grèves, manifestations. Le 21 la FSU fera entendre au Palais des Congrès ses propositions pour la transformation de l'Ecole.

Chacune de ces initiatives a ses particularités et ses logiques, aucune n'est à l'abri de lecture déformée ou de tentatives de récupération mais toutes expriment non seulement la colère mais l'exigence et l'ambition pour l'Ecole.

Toutes se préoccupent, en conscience de l'après, de la nécessaire sortie de crise, de la meilleure façon d'éviter le pire.

On peut toujours choisir le pire.

On peut aussi préférer la raison. La raison, dans l'Ecole, s'appelle aujourd'hui négociation.

C'est pourquoi M. Le Premier Ministre, il faut que vous interveniez.